

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1921

N°

THÈSE

530

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

PAR

M. CHARLES ODIC

Né à Harfleur (S.-Inf^{re}), le 24 Août 1894

Contribution à l'étude de la Faculté de Médecine de Paris

LES

ÉVÉNEMENTS DU 18 NOVEMBRE 1822

Président : M. MÈNÉTRIER, Président

EU

IMPRIMERIE ROGER ODIC, 1, RUE DU BALAFRÉ

1921

530

230



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1921

N°

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

PAR

M. CHARLES ODIC

Né à Harfleur (S.-Inf^{re}), le 24 Août 1894

Contribution à l'étude de la Faculté de Médecine de Paris

LES

ÉVÉNEMENTS DU 18 NOVEMBRE 1822



Président : M. MÈNÉTRIER, Président

EU

IMPRIMERIE ROGER ODIC, 1, RUE DU BALAFRÉ

1921

Le Doyen : M. ROGER
Professeurs : MM.

Anatomie.....	NICOLAS
Anatomie médico-chirurgicale	CUNÉO
Physiologie	Ch. RICHET
Physique médicale	André BROCA
Chimie organique et chimie générale.....	DESGREZ
Bactériologie	BEZANÇON
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT
Pathologie et thérapeutique générales	Marcel LABBÉ
Pathologie médicale	RENON
Pathologie chirurgicale.....	LECÈNE
Anatomie pathologique	LETULLE
Histologie	PRENANT
Pharmacologie et matière médicale.....	POUCHET
Thérapeutique.....	CARNOT
Hygiène.....	BERNARD
Médecine légale	BALTHAZARD
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	MÉNÉTRIER
Pathologie expérimentale et comparée.....	ROGER
	ACHARD
Clinique médicale	WIDAL
	GILBERT
	CHAUFFARD
Hygiène et clinique de la première enfance.....	MARFAN
Clinique des maladies des enfants.....	NOBÉCOURT
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	DUPRÉ
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	JEANSELME
Clinique des maladies du système nerveux	P. MARIE
Clinique des maladies contagieuses.....	TEISSIER
	DELBET
Clinique chirurgicale.....	LEJARS
	HARTMANN
	GOSSET
Clinique ophtalmologique	De LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.....	LEGUEU
	BAR
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE
	BRINDEAU
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE
Clinique chirurgicale infantile.....	Auguste BROCA
Clinique thérapeutique.....	VAQUEZ
Clinique oto-rhino-laringologique	SEBILÉAU
Clinique thérapeutique chirurgicale.....	DUVAL

Agrégés en exercice :

MM.	MM.	MM.	MM.	MM.
ABRAMI	CLERC	GUILLEMINOT	LEREBoullet	RETTERRER
ALGLAVE	DEBRÉ	HEITZ-BOYER	LÉRI	RIBIERRE
BASSET	DESMAREST	JOYEUX	LÉVY-SOLAL	RICHAUD
BAUDOUIN	DUVOIR	LABBÉ (Henri)	MATHIEU	ROUSSY
BLANCHETIÈRE	FISSINGER	LAIGNEL-LAVASTINE	METZGER	ROUVIÈRE
BRANCA	GARNIER	LANGLOIS	MOCQUOT	SCHWARTZ
CAMUS	GOIJEROT	LARDENNOIS	MULON	TANON
CHAMPY	GRÉGOIRE	LE LORIER	OKINCZYC	TERRIEN
CHEVASSU	GUÉNIOT	LEMIERRE	PHILIBERT	TIFFENEAU
CHIRAY	GUILLAIN	LEQUEUX	RATHERY	VILLARET

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

A mon Président de Thèse

Monsieur le Professeur MÈNÉTRIÈR

Officier de la Légion d'honneur

Membre de l'Académie de Médecine

PROFESSEUR D'HISTOIRE DE LA MÉDECINE ET DE LA CHIRURGIE

A mes Maîtres des Facultés de Nancy et de Paris

INTRODUCTION



Le 18 novembre 1822, l'abbé Nicolle, recteur de l'Université de Paris, est hué en l'amphithéâtre par des étudiants: c'est un incident, un fait, un « chahut », pour employer un terme du milieu.

Le 20 novembre 1822, moins de quarante-huit heures après cet incident banal en apparence, l'École est frappée en son existence même; une ordonnance royale supprime purement et simplement la Faculté de Médecine de Paris.

Une sanction aussi radicale pour un incident en somme banal peut surprendre, mais cet incident n'est qu'un des symptômes physiques d'un état d'âme collectif que le ministre veut châtier.

Indiquer cet état d'âme, relater ce fait, mesurer la portée et le sens de cette sanction, la juger en l'examinant au miroir de l'opinion publique, la presse, c'est dégager ce sentiment complexe qui, au sein de cette Faculté, opposait un Dupuytren à un Antoine Dubois, Pelletan fils à Pelletan père, les hommes d'hier et les hommes de demain aux hommes d'aujourd'hui.

Contribution à l'étude de la Faculté de Médecine de Paris

LES
ÉVÉNEMENTS DU 18 NOVEMBRE 1822

I

**La Faculté de Médecine de Paris en 1822
et la Jeunesse française**

Généralités

Depuis six ans l'ère napoléonienne issue de la Révolution avait pris fin, depuis un an l'exilé de Sainte-Hélène était mort sur son rocher lointain, mais il était apparent à la dynastie des Bourbons qui régnait à nouveau sur la France qu'un siècle d'idées et trente années d'organisation laissent de profondes, d'indéracinables racines, que le passé ne pouvait intégralement renaître, que lorsqu'on oublierait les bienfaits de la paix qu'il avait rétablie, le régime connaîtrait de durs moments.

A de brefs intervalles, d'un point quelconque de l'Europe, lésé en ses aspirations libérales et natio-

nales, naissait une onde révolutionnaire qui se propageait à des milliers de kilomètres en peu de temps. La Hongrie, l'Espagne, la Pologne, les Allemagnes, les nationalités italiennes se soulevaient tour à tour, alors qu'en France l'opposition se faisait plus vive, plus impatiente, qu'échouaient des coups de force trop hâtivement montés.

La Faculté de Médecine de Paris

Institution récente

La Convention détruisait pour rebâtir ; sa soif d'organiser était plus grande encore que son désir d'anéantir tout ce qui, à ses yeux, paraissait un abus de l'Ancien Régime.

La liberté de l'enseignement et de la pratique médicale, érigée en principe sur les ruines de l'ancienne Faculté, était trop dangereuse pour ne pas être réformée. Aussi il suffit de consulter le recueil des délibérations de la Commission de l'Instruction publique, où un Lakanal avait une place prépondérante, pour y trouver de nombreux projets d'Ecole de Santé pour Paris, Strasbourg et Montpellier. Un décret du 14 frimaire an IV, puis la loi du 11 floréal an X, puis celle du 19 ventose an XI, couronnent ces efforts ; à l'élaboration de cette nouvelle institution, d'éminents médecins, Desault, Corvisart, le

dernier docteur régent de l'ancienne Faculté, Thouret, le directeur de la nouvelle Ecole, Leroux, Chaussier, ont pris une large part. C'est d'ailleurs un rapport de Chaussier que consacre le décret du 14 frimaire, du même Chaussier qui, en 1822, enseignait encore la physiologie dans cette maison qu'il avait si largement contribué à créer.

La loi du 10 mai 1806, qui décréta l'Université impériale, mit au sein de cette Université l'Ecole de santé, déjà appelée Ecole de médecine, sous le titre de Faculté de Médecine. Le directeur Thouret devint doyen et l'autorité administrative fut confiée à un Grand Maître de l'Université, ayant, à ses côtés le chancelier, le conseil impérial, les inspecteurs et les recteurs d'Académie. Mais la Faculté gardait son indépendance; elle changeait de nom, pas de régime, alors que le roi tendrait, en réorganisant l'Université, à en garder le nom, mais à en aliéner l'indépendance.

Il est dangereux pour une institution récente de subir ces époques troublées où l'édifice social est alternativement géré par des gens d'idées et de tendances diamétralement opposées. Le dernier Grand Maître de l'Université impériale, M. de Fontanes, ne s'en doutait guère, qui, dans une allocution au roi Louis XVIII, revenu d'un long exil, glorifiait la jeune ardeur du nouvel enseignement, disait ses efforts, son rayonnement, ne celait pas ses quelques

imperfections. Plus avisé, plus clairvoyant se montrait dans les mêmes circonstances M. Leroux, doyen de la Faculté de Médecine de Paris, qui, délégué avec Chaussier, Percy et Pelletan, certifiait qu'établie dans les locaux de l'ancienne Faculté édifiés grâce aux bienfaits du roi, la nouvelle Ecole était l'héritière de l'Académie royale de Chirurgie, du Collège de France, de la Société royale de Médecine et de l'ancienne Faculté, institutions auxquelles elle devait son bon renom et le lustre de ses méthodes.

Son esprit

Le baron Corvisart

La Faculté de Médecine de Paris était la plus célèbre école de médecine à l'époque; les Universités étrangères l'enviaient ou la copiaient. Dans un libelle paru en 1820, signé John Cross, la malveillance ne trouvait à lui reprocher que d'ignorer Scarpa et l'anatomie topographique !

Si, à la Faculté de Montpellier, Barthéz perpétuait une tradition séculaire en enseignant une médecine avant tout spiritualiste « qu'il fondait sur ses lectures et reportait dans les nues », au dire de Broussais, Paris était entré dans des voies nouvelles particulièrement fécondes dont Bichat et surtout Corvisart étaient les artisans.

Le baron Corvisart des Marets, docteur-régent de l'ancienne Faculté, éminent clinicien de l'Hôpital de la Charité, mort le 19 septembre 1821, avait pétri un esprit nouveau dont s'enorgueillissait à juste titre l'École de Paris.

Il est « ce médecin — dont parle Andral — qui, pour la première fois, est parvenu à exciter autour de lui l'enthousiasme le plus vif sans professer aucun système ». Élève de Desbois de Rochefort, qui inaugure l'enseignement au lit du malade, il n'attache de prix qu'aux recherches positives de Morgagni, « l'irrefragabilis auctor » ; il ne cesse, « dans ses cours et dans ses ouvrages, de combattre les causes premières puisées dans la physique, dans la chimie et dans des théories » ; comme Bichat, il dit « qu'est l'observation si l'on ignore là où siège le mal », et pratique toutes les autopsies. Il offre à l'hôpital la première place dans l'enseignement médical. C'est là qu'on fait en toutes circonstances « l'éducation de ses sens », qu'on « s'applique à bien voir les faits particuliers », les seules choses qu'il admît en médecine. Aussi, lorsqu'Avenbrugger, à Vienne, découvre un nouveau moyen de diagnostic clinique des maladies de poitrine, la percussion immédiate, Corvisart l'expérimente, l'adopte, traduit l'ouvrage du médecin viennois, l'impose à tous de sa belle autorité. S'il aime encore à exposer les faits en les commentant à l'aide des aphorismes de Stoll,

n'en est-il pas moins vrai qu'il met délibérément de côté les traditions séculaires, l'interprétation scolastique des textes anciens, les éternelles et stériles discussions, et ne se décide à demander à la science que les seules certitudes qu'elle lui peut offrir, celles d'une stricte observation « ante et post mortem », les moyens cliniques et les moyens anatomo-pathologiques. Qu'on se pénétre de cette idée : les médecins, par lui et avec lui, se décident à être — avant tout — des médecins, des CLINICIENS.

Son organisation

Pour être docteur en médecine et pouvoir, en cette qualité, exercer la médecine ou la chirurgie en France, il faut au moins passer quatre ans dans une école de médecine. On prend une inscription par trimestre. Les étudiants, répartis en trois classes, doivent obligatoirement suivre les cours. L'appel nominal est fait deux fois par décade ; quand un étudiant est absent trois fois sur dix, il est dénoncé à la commission de l'instruction publique, qui juge alors de la mesure qu'elle doit prendre à son égard. A la fin de chaque cours, trois questions sont posées auxquelles, par écrit, l'étudiant doit répondre en une heure et demie. A la fin de chaque année, un examen général permet de voir si l'étudiant est apte à

passer dans une classe supérieure et, parmi ceux qui s'en tirent heureusement, les lauréats des prix décernés à la séance solennelle de rentrée. Il y a quatre prix en première classe : ceux d'Anatomie et Pathologie, de Physique et Chimie médicale, de Clinique externe et Opérations, de Clinique interne et Action des médicaments ; trois prix en deuxième classe : ceux d'Anatomie et Physiologie générale, de Physique, Chimie et Histoire naturelle, de Pathologie externe et interne ; deux prix en troisième classe : celui d'Anatomie et Physiologie de l'homme et celui d'Histoire naturelle, Physique et Chimie générale.

Les études se terminent par une thèse en doctorat.

Les travaux à l'Ecole pratique ne sont pas obligatoires ; elle groupe toutefois plus de quatre cents élèves assidus, sous la direction d'un chef de travaux anatomiques, que secondent deux prosecteurs et quatre aides d'anatomie. L'on a dû fonder une annexe à la Pitié.

L'enseignement, réparti entre douze chaires, doit être suivi par les étudiants ; il est fait par douze professeurs titulaires ou par leurs douze suppléants. Il est d'usage que bien des titulaires, en raison de leur âge ou de leurs occupations, ne fassent pas de cours et que se produisent, à l'occasion du départ d'un maître, de très nombreuses mutations qui permettent à un professeur d'occuper successivement des chaires très différentes. Ces usages assez fâcheux

ne peuvent manquer d'être le prétexte à de vives critiques.

Ses maîtres

Faire revivre les sonorités des voix qui se sont tues n'est pas plus possible que d'indiquer les modulations de pensées depuis longtemps éteintes; aussi, comme en « a parte », tracerons-nous sur ces feuilles les noms des maîtres que suivront de brefs commentaires puisés dans des lettres, des brochures, des documents divers qui ne prétendront pas à la rigueur historique, cet espoir mythique.

1° La chaire de « Physiologie et Anatomie » est occupée par M. Chaussier; ses cours ont lieu à dix heures; il est très âgé; fondateur de cette école, il y professe la physiologie; ses travaux sur cette science sont encore en portefeuille; il parle trop bas, abuse du grec que n'entendent point les étudiants, se plaint de l'élégant « Traité de Physiologie » de Richerand, livre en vogue qui parle avec beaucoup de distinction des éléments du corps, des propriétés vitales et de l'opposition du principe vital aux lois chimiques, physiques, mécaniques, de l'influence de l'habitude sur les malades, de l'opposition entre l'énergie relative de l'organe reproducteur et de l'organe pensant, qui affirme que le grand sym-

pathique soustrait à l'empire de la volonté les organes intérieurs, que si les glandes sont souvent lésées, c'est qu'elles sont les parties les plus faibles de l'appareil lymphatique, etc... Alors, malgré l'œuvre du génial Bichat, « la source de la physiologie est — suivant Barthez — l'homme malade » et Chaussier ne cache point son mépris pour les « canicides » dans le genre de Magendie, les expérimentateurs.

Le suppléant est Beclard, dont le « Nouveau Journal de Médecine », en collaboration avec Chomel et Cloquet, succède au « Journal de Médecine de Corvisart et Boyer » ; il professe l'anatomie et condense son enseignement en un traité ; s'il s'inspire toujours des ouvrages de Bichat et de Vicq d'Azyr, il accorde une petite place à l'anatomie chirurgicale, quoique Cooper ne soit pas traduit et que les traités de Scarpa et Lawrence, traduits, mais pas lus, encombrent les devantures des libraires ; comme l'on a déjà le souci des « dissections propres et élégantes », Breschet, Gerdy, Duges, Bouvier, Blandin, Velpeau et Amussat forment le personnel de l'Ecole pratique.

2° En « Chimie médicale et Pharmacie », un grand et modeste savant attaché aux philosophes du XVIII^e siècle, Vauquelin, qui a comme suppléant Deyeux et comme chef de laboratoire Barruel. Leurs

cours ont lieu les lundi, mercredi et vendredi dans le semestre d'hiver.

3° Le professeur de « Physique médicale et Hygiène » Hallé est mort en cours d'année scolaire ; il était — si une telle expression n'est point déplacée — comme une des caryatides de l'enseignement médical, tant par son autorité sur les étudiants que par sa pondération, sa sagesse, sa fermeté auprès du roi dont il avait conquis les faveurs. L'histoire du père Elysée, où il put jouer un rôle salutaire, en est un bel exemple. En juin 1822, le ministre Corbière le remplace par Bertin : le chahut qui se déchaîne lors du premier cours du nouveau professeur d'hygiène est un nouveau symptôme du désaccord qui grandit entre le pouvoir et la Faculté.

Le suppléant est Desgenettes, dont le souvenir est attaché à l'épopée napoléonienne. Lors de l'expédition d'Égypte, il s'inocula la peste. Les étudiants l'aiment ; il prend à leurs yeux le caractère d'un symbole, celui du brillant régime précédent, de ses chevauchées martiales, de l'héroïsme des âges d'or.

4° La chaire de « Pathologie externe » est occupée par P.-J. Roux, élève et ami de Bichat, rival de Dupuytren, dont il n'aura jamais le renom ; plus cultivé et plus lettré que son illustre collègue, plus fougueux, aussi zélé pour l'instruction, doué d'une grande adresse opératoire, il se pique d'être clair et

élémentaire dans l'exposé, quoique sa parole soit embarrassée, fatigante.

Margolin, suppléant, est un savant aimable, bon et sympathique, très populaire à l'Ecole.

5° Pinel, en raison de son grand âge, n'enseigne plus guère la « Pathologie interne ». Le bon Pinel fut le rival de Corvisart ; formé au cénacle d'Auteuil, il crut que « la vraie médecine doit être reprise et cultivée avec les bons auteurs comme une branche de l'histoire naturelle ». Il assimila les maladies à des plantes, les individualisa, les classa comme dans un herbier pour que la médecine ne soit pas « une image de confusion et de désordre ; il fit querelle pour le solidisme contre l'humorisme ; en somme il s'appliqua à raisonner sans voir, mais dès qu'il fut à la Salpêtrière, en face de malades, il se prodigua avec une grande bonté et une belle intelligence.

Son suppléant est Duméril, dont l'activité vigilante en fait, dans des pamphlets, le plus tenace défenseur de l'Ecole.

6° L' « Histoire naturelle médicale » est enseignée par Antoine-Laurent de Jussieu, mais comme d'ores et déjà il semble que l'activité des étudiants ait d'autres aliments plus utiles que cette science, on la délaisse. Le Jardin botanique s'étend là où sont maintenant les Pavillons de l'Ecole pratique.

7° Le cours sur les « Opérations et Appareils » a pour professeur titulaire Richerand et Lallement

comme adjoint. Richerand n'a pas laissé une réputation intacte : mauvais professeur, chirurgien médiocre, il était animé pour Dupuytren d'une véritable haine qui s'épanchait en pamphlets véhéments. L'allemement ne faisait point de cours.

8° Aux « Accouchements », le vieux P.-J. Pelletan, qui succéda à Desault dans sa chaire de chirurgie, dont on avait dit : « Desault sait davantage, mais Pelletan sait mieux », qui charmait encore, dans un art qu'il connaissait mal, par « l'extrême facilité de ses paroles, l'élégance et le choix heureux de ses expressions, sa vivacité » et, comme adjoint, Desormeaux.

9° A l' « Histoire de la Médecine » J.-L. Moreau de la Sarthe et à la « Médecine légale » l'érudit Royer-Collard, dont le collaborateur Orfila aura un avenir brillant ; personnage très représentatif et habile, il a le goût du faste, mais « passe pour bon enfant, un peu goguenard, mais gai », comme l'écrit Velpeau à son maître Bretonneau.

10° A six heures moins dix le matin, à la porte de l'Hôtel-Dieu, ci-devant Hôpital de l'Humanité, face au parvis de Notre-Dame, descend de son cabriolet un homme froid et ponctuel, Dupuytren, professeur de « Clinique chirurgicale », qui commence aussitôt sa visite et va sans précipitation d'un lit à l'autre, au milieu d'une grande affluence d'auditeurs respectueux.

Alexis Boyer, professeur-adjoint, a fait un traité des « Maladies chirurgicales » qui est le testament de sa longue carrière, traité qu'ont pu feuilleter ceux d'entre nous qui appartiennent aux vieilles familles hippocratiques.

11° A la Charité, Fouquier, homme modeste, médecin sage et timide, moins polypharmaque que Lerminier, fait la « Clinique médicale ».

12° A la « Clinique de Perfectionnement », installée dans l'ancien couvent des Cordeliers, un homme dont on a pu dire « Si Dupuytien est l'illustration de la Faculté, Roux l'espoir. Antoine Dubois en est l'honneur », médecin chirurgical plus que chirurgien, incomparable dans les consultations gratuites, grand simplificateur, d'un scepticisme sévère mais bonhomme, qui écoute et répond avec bonne foi et simplicité et dont les cliniques durent de sept à neuf heures.

La « Clinique médicale » est très irrégulièrement faite par un homme d'un vigoureux tempérament médico-chirurgical, Récamier, qui met-au point le spéculum, se sert du cornet acoustique de Laennec, veut traiter les femmes atteintes de maladies utérines par autre chose que des décoctions de pavot et de guimauve ; mélange de génie et de confusion, il est l'homme indiqué dans les profondes désespérances.

Corps professoral d'une admirable dignité, d'un savoir professionnel qui en fait le renom, les douze professeurs et leurs suppléants, malgré d'inévitables divergences, forment une unique conscience qui éclaire — dans le sens de la science — les jeunes intelligences qu'elle a mission de guider, mais dans ce sens seulement : elle n'accepte pas d'autre tâche.

Broussais et Laennec

Deux noms illustres qui n'appartiennent pas à l'Ecole ; le premier, en son amphithéâtre de la rue des Foins (Ecole du Val de Grâce), exerce une domination prestigieuse, fascinante ; maître et fondateur de la « Médecine physiologique », il note complaisamment que, dressée contre les médecins perfides ou semi-acéphales, « la Médecine c'est lui » : ses ennemis disent qu'il est comme « l'incohérent Paracelse, vrai saltimbanque de la science séduisant les masses ». On le sait secrètement acquis aux idées libérales.

Son adversaire, Laennec, chef de l'école anatomo-pathologiste, dont l'admirable méthode d'auscultation dans les maladies de poitrine exposée dans la première édition du Traité en 1819 est essayée partout, se repose encore au mianoir de Kerlouannec.

déjà atteint par la maladie qui, quelques années plus tard, l'emportera. L'un des rares hommes qui ne s'inclinent pas devant les injures de Broussais, il est peu goûté des étudiants, tant par sa froideur naturelle que pour son absolu dévouement au trône et à l'autel, mais jeunes et vieux praticiens rendent hommage à sa science clinique et à la dignité de son esprit.

La malveillance lui prête, dans les événements qui précédèrent et suivirent le 28 novembre 1822, un rôle qu'il ne semble pas avoir eu ; si sa voix fut heureusement écoutée par les réorganiseurs de 1823, elle ne le fut, hélas ! pas assez quand il prit la défense de ses collègues disgrâciés (sa correspondance le prouve).

Les élèves et les idées libérales

Deux mille étudiants en médecine venus de tous les coins de France sont un apport au quartier Saint-Michel. Nés pendant la Révolution, nourris de son souvenir, fascinés par sa gloire, ils forment une bruyante faction de gens avides de liberté ; cette liberté enclose dans la Constitution, ils s'en considèrent comme les passionnés défenseurs, vestales du foyer sacré. Ils vibrent à chaque ondée révolutionnaire, se réunissent mystérieusement chez les libraires

pour disserter contre les ultramontains et les prêtres : quelques-uns d'entre eux sont membres de sociétés secrètes : quand le faubourg s'agite, ils traversent les ponts et vont réchauffer sa vieille rancune de leur jeune foi : à leur allure et à leur voix (les colères populaires sont plus sourdes) les policiers les reconnaissent bien et les signalent. Ces étudiants ne sont point tous libéraux : il en est beaucoup de très sages qui pensent plus à l'anatomie qu'à Manuel, mais à une heure où la bourgeoisie instruite dont ils émanent s'affirme libérale, ils ne peuvent adopter qu'une neutralité prudente, mais bienveillante aux idées paternelles. Nous avons consulté un rapport secret de police en 1822 qui signale que les six journaux gouvernementaux réunissent 14.344 abonnés, alors que les feuilles de l'opposition libérale en groupent 41.330 : ceci, mieux que les élections — d'une modalité très complexe, — peut entraîner une conviction.

Parmi les « graffiti » trop souvent pornographiques qui souillent les murs de certains lieux intimes, l'observateur qui veut s'avertir trouve souvent les indices des plus communes pensées, qui se font écho d'un mur à l'autre et s'éclairent ainsi de l'opinion des gens qui les fréquentent. Unanimes sont les rapports de police à signaler que sur les murs, en l'enceinte de la Faculté de Médecine, s'affirme une ardente sympathie pour la Constitution

et, sous une forme irrespectueuse, la haine des représentants du culte et même de l'autorité officielle.

D'ailleurs nombreux sont les faits qui s'échelonnent jusqu'en 1822, qui annoncent l'incident de novembre, faits que nous exposerons chronologiquement dans les pages suivantes.

D'une part des maîtres qui mettent leur science et leur enseignement au-dessus des polémiques, qui entendent trop que soit respectée leur liberté pour aliéner celle d'autres, d'autre part une jeunesse tumultueuse, acquise à des idées subversives, active à se démener pour la joie de vivre plus encore que par conviction profonde, en face d'une autorité tracassière, soupçonneuse, animée en ses malveillances par d'autres sentiments moins généraux, par des ambitions personnelles judicieusement postées, décidée à « épurer ».

II

Les Evénements du 18 Novembre 1822

Dès le retour des Bourbons s'organise une campagne contre la Faculté de Médecine. En 1814, J.-Th. Marquais présente au roi un « Rapport sur l'état actuel de la Médecine en France et la nécessité d'une réforme dans l'étude et l'exercice de cette science », le même qui, nommé par le roi rapporteur de la Commission de Médecine et de Chirurgie en 1817, propose la « Réorganisation des Ecoles de Médecine et de Chirurgie en France, conformément aux statuts et règlements de l'ancienne Faculté de Médecine et de l'ancien Collège de France ». De 1814 à 1819 s'édite toute une littérature de libelles, d'adresses, de lettres, de mémoires à ce sujet : Mémoires aux députés de l'Hérault en 1816 et 1817 ; Lettre à M. de Gérando, conseiller d'Etat ; Projet de réorganisation de Fournier de Pescay, etc., dont s'émouvent les maîtres de l'Ecole qui, en d'autres libelles, réfutent les critiques ; c'est Dupuytren qui, à différentes reprises, défend l'enseignement clinique à l'Hôtel-

Dieu . c'est Duméril qui, le 6 février 1819, proteste contre un arrêté de la commission de l'Instruction publique, qui change l'organisation de l'enseignement.

Résumer ces libelles c'est exposer le sens des attaques qui se déchaînent contre les professeurs de la Faculté de Médecine et l'organisation dont ils sont les défenseurs, cette Ecole « repaire des ennemis des princes et des apôtres de l'usurpateur », ces « luttes scandaleuses des facultés impériales contre les institutions royales ».

On déclare — et c'est le sens des attaques de Marquais et d'autres pamphlétaires anonymes — que la chirurgie et la médecine n'ont rien de commun, que leur séparation sous l'Ancien Régime était une excellente mesure, car :

« Opérer avec la main, appeler l'instrument lorsqu'il est le seul moyen de guérison, c'est ce qui constitue le terme même de chirurgie et le but de cet art.

« Rétablir l'harmonie dans ses éléments en désordre, mais la rétablir à l'aide de potions ou par un moyen moral, en un mot mettre Philippe en présence d'Alexandre mourant, Erasistrate devant l'amour silencieux de Stratonice, voici la médecine. »

L'affaire Elysée ne sera que l'application d'un principe que la sagesse du roi Louis XVIII et la vigilance de Hallé feront avorter.

On trouve que payer 6.000 francs les professeurs c'est exagérer. et un médecin-humoriste, dans un « Dialogue », fera dire à un de ses personnages qu' « occuper une place de 6.000 francs quand d'autres la désirent, c'est faire une canaillerie »

Mais surtout — et là est le système d'argumentation solide des adversaires de l'Institution impériale :

Les professeurs sont investis d'un pouvoir trop considérable dont ils abusent : ils cumulent des fonctions « d'administrateurs, de professeurs et d'hommes publics ».

Professeurs, « ils ne professent pas et ne publient rien ». Le corps enseignant, par des libelles et des rapports nombreux, indiquera l'heure des cours, le dévouement des maîtres, la valeur des élèves, énumèrera tous les livres et publications qui font autorité et que les professeurs ont signés; on ne peut nier toutefois que certains maîtres, en raison de leur âge ou de leurs occupations, enseignent peu ou pas : Lallement, Pelletan père, Pinel.

Administrateurs, « ils partagent des bénéfices illicites et font payer leurs coupables complaisances » ; on reproche plus particulièrement au doyen Le Roux d'agréer comme médecins des étudiants d'une incapacité notoire; mais si une part de l'argent reçu pour les inscriptions et examens est partagée entre les professeurs, la plus grande part est

est attribuée à l'Université, à l'entretien des bâtiments; au traitement des employés, au développement de la bibliothèque; d'ailleurs, dans un rapport, le doyen Leroux déclare être l'interprète de ses collègues unanimes en demandant que soient modifiés les statuts qui accordent aux professeurs une part dans les frais d'inscription et d'examen.

Hommes publics, ils ont, par leur attachement à l'« usurpateur », une influence néfaste sur les jeunes gens; là encore il est certain que les maîtres — en matière de politique — ne se sont jamais départis d'une stricte neutralité qui, aux yeux du ministre de l'Intérieur, était probablement déjà un acte d'indépendance suspect.

L'affaire du père Elysée

Ce fut une alerte; la tentative du père Elysée n'est-elle pas, comme dit l'auteur anonyme des « Réflexions sur la dissolution de l'Ecole de Médecine », un « triple attentat à la morale, à la science et au monarque » ?

Le père Elysée était un frère ignorantin d'origine, élevé par la faveur des grands au rang de frater à la Cour; il avait été en quelque sorte infirmier à l'hôpital de la Charité, était investi du titre considérable de premier chirurgien du roi, savait mieux que quiconque s'acquitter d'opérations de petite

chirurgie, telles qu'appliquer des ventouses, poser des bandes, pratiquer une saignée, panser une plaie, savait aussi mieux que quiconque mener une vie licencieuse et capter — avec astuce — l'entière confiance du roi et de ses familiers. Or, il tenta, avec une tranquille audace, de détruire l'édifice médical si laborieusement élevé : enseignement public, limites à l'exercice de la médecine, en quelque sorte la Charte qui garantit les droits des malades et les devoirs dont le corps médical est fier de porter le faix. Il y serait arrivé si Hallé n'avait su, grâce à l'ascendant dont il jouissait auprès du roi, lui démontrer l'indignité des buts du père Elysée et l'inanité de ses critiques.

Cette alerte passée, la Faculté se remit de son émoi; mais il n'en était pas moins probant que pour le doyen Leroux des Tillets, successeur du baron Thouret, son continuateur plus indulgent, mais moins catégorique, le programme de défense des intérêts médicaux pouvait se résumer ainsi : difficultés et obstacles à l'exercice de l'enseignement particulier, réglementation plus stricte de l'exercice de la médecine.

La question des Concours

Deux chaires furent vacantes en 1818 : la Faculté demanda l'institution d'un concours, la commis-

sion royale de l'Instruction publique, composée de Cuvier, Royer-Collard, Sylvestre de Sacy, Frayssinous, Gueneau de Mussy et Petitot, le refusa, déclarant qu'il éloigne les hommes dont la réputation est faite, et qu'ainsi il profite à quiconque n'ayant rien à perdre n'a rien à craindre.

Or, quels que soient les inconvénients du concours, ils sont moindres que ceux d'un choix laissé à l'arbitraire d'un ministre qui peut tenir compte des suggestions du corps professoral, mais aussi n'en pas avoir cure, tel le cas Bertin.

Dupuytren, dans son discours à la séance solennelle de 1820, réclame l'uniformité du concours, l'épreuve de titres, car « il n'est qu'un moyen de mettre un terme à tant de vacillations, c'est d'établir le concours d'une manière permanente ».

Différents troubles dans différentes Ecoles

Pendant les Cent Jours, bravement les étudiants en médecine ont formé des « bataillons » d'artilleurs; ils participent maintenant à toutes les manifestations; l'un d'eux, Marque, est le principal coupable dans l'affaire du colonel Fabvier, il a cherché en vain à corrompre un concierge de prison.

En juillet 1819, un professeur qui, ouvertement, attaque le gouvernement à la Faculté de Droit est

destitué. Le 25 novembre, plusieurs placards manuscrits sont apposés qui font appel, pour la défense des libertés menacées, de la Charte, ce palladium de nos droits.

Le 27 novembre, on peut lire sur les colonnes de l'Ecole de Médecine : « MM. les étudiants à qui sont chères les libertés consacrées par la Charte sont priés de passer chez M. B..., libraire, pour y signer une pétition adressée aux membres de la Chambre des députés. » A midi, au cours de Richerand, un élève se lève et commence à lire le texte d'un manifeste tendant au « Maintien de la loi des élections », mais alors le doyen Leroux, qui était resté pour veiller sur la neutralité de sa Maison, entre, accueilli par des manifestations de surprise et de respect, il fait descendre l'orateur, le tance avec bonté mais avec fermeté, interdit les rassemblements, sauf quand il s'agit d'assister aux leçons des professeurs ou aux actes publics. Les étudiants, du moins une partie d'entre-eux, se portent dans la cour pour y continuer leur réunion, mais le doyen les suit et le leur interdit. Le « Journal des Débats » du 28 novembre 1819 s'empare de cet incident qui serait passé inaperçu, la commission de l'Instruction publique réclame un compte rendu et le 1^{er} décembre paraît une lettre officielle.

Comme l'effervescence ne se calme pas, il paraît un arrêté le 5 juin 1820, stipulant que « tout étu-

diant convaincu d'avoir pris part à des attroupe-
ments illicites, à des troubles, sera rayé de la
Faculté à laquelle il appartient » ; le 10 juin, cette
mesure est complétée : « Les étudiants qui, à partir
de ce jour, se seront mis dans le cas d'être expulsés
de la Faculté de Paris ne seront pas admis ailleurs. »

Puis, comme il n'y a véritablement rien à faire
de ces institutions révolutionnaires, puis aussi
pour des motifs plus intéressants, un décret du 20
décembre 1820 crée « l'Académie royale de Méde-
cine » pour « répondre aux demandes du Gouverne-
ment sur tout ce qui intéresse la santé publique et
principalement sur les épidémies, les maladies par-
ticulières à certains pays, les épizooties, les diffé-
rents cas de médecine légale, la propagation de la
vaccine, l'examen des remèdes nouveaux et des
remèdes secrets tant internes qu'externes, les eaux
minérales naturelles ou factices » avec Alibert, Be-
clard, Boyer, Chaussier, Corvisart, Dupuytren, Es-
quirol, Hallé, Orfila, Pariset, Pelletier, Pinel, Réca-
mier, Richerand, Robiquet, Royer-Collard ». Ainsi
disparaissent quelques-unes des prérogatives d'une
Faculté à laquelle sa tâche d'enseignement suffit.

Mais comme des missionnaires se mettent à prê-
cher dans toutes les églises de Paris, les étudiants
s'organisent à leur faire la petite guerre ; ils bombar-
dent les Petits Pères de pétards et de cailloux. Le
préfet de police écrit à ce sujet au doyen, en février

1821, en le priant avec insistance de « rétablir le calme dans des esprits beaucoup trop disposés à l'exaltation ». Le ministre décide des mesures disciplinaires : l'appel serait fait avant chaque cours ; ainsi, en simple application des règlements de l'instruction publique, seront éliminés ceux qui s'occupent plus d'autre chose que de leur médecine. Mais l'appel est long, il prend beaucoup de temps, ne se fait pas dans le calme ; le doyen doit écrire au président de la commission de l'Instruction publique, et l'appel est supprimé. Dans l'intervalle, on procède à des expulsions d'élèves un peu trop expéditives ; cinq élèves sont arrêtés à cause de leurs ressemblance avec des manifestants qui criaient : « Vive la Charte », rue Saint-Antoine, et exclus de la Faculté : or, sur ces cinq, trois sont acquittés en correctionnelle et la mesure inique qui les frappe n'est pas rapportée.

Le 2 avril 1821, la Faculté de Droit de Grenoble est dissoute.

Le 6 mars 1822, la Faculté de Droit de Paris, après des scènes violentes, est dissoute, mais son doyen Delvincourt obtient qu'elle soit rétablie le 19.

Le conseil des professeurs de la Faculté de Médecine demande à nouveau le concours pour la Chaire d'hygiène vacante par la mort de Hallé, mais le ministre refuse le principe du concours, ne prend aucun des candidats présentés par l'Ecole et, le 30 avril 1822, nomme Bertin.

L'affaire Bertin et l'affaire Frayssinous

Le ministre Corbière — au mépris de l'opinion émise par le conseil des professeurs — fait entrer au sein de l'école son médecin, inconnu dans la science et qui n'inspire ni confiance, ni respect. Compatriote et ami du ministre de l'Intérieur, n'est-il pas la première manifestation de cet « esprit d'épuration » qui veut chasser les hommes qui ne partagent pas les idées du pouvoir.

Aussi est-ce un grand tapage quand Bertin se présente à l'amphithéâtre pour sa leçon inaugurale : il est copieusement conspué, violemment menacé. Devant cette improbation humiliante, Bertin, homme doué mais timide, sage mais peu rompu à l'enseignement, cesse un cours qu'il ne reprendra pas.

Sur tous les murs de la Faculté se multiplient les inscriptions : « A bas les Bourbons ! A bas la calotte ! Vive Napoléon ! » ; le préfet de police insiste auprès du doyen pour qu'une surveillance soit instaurée et des sanctions sévères prises.

Le 1^{er} juin, le ministre de l'Intérieur rétablit la charge de Grand Maître de l'Université et la confie à l'abbé de Frayssinous, évêque d'Hermopolis, premier aumônier du roi, qui déclare que « celui qui aurait le malheur de vivre sans religion ou de ne pas être dévoué à la famille régnante, il est à plaindre, il est coupable ! » Le monde universitaire est

encore plus atteint par cette dernière mesure que par la précédente. L'armature de l'instruction publique se réédifie comme après la loi de 1806 ; le ministre de l'Intérieur n'a jamais cessé d'être le maître de l'enseignement, mais alors que le Grand Maître de l'Université sous l'Empire assure en quelque sorte l'autonomie presque complète de l'Université en dehors de la politique intérieure, le décret du 1^{er} juin 1822 qui rétablit la charge de Grand Maître trouve là un nouveau moyen de surveillance, un organisme qui suit de plus près, sous l'autorité immédiate du ministre de l'Intérieur, les Facultés, qui le seconde, qui l'aide. L'épuration commence, les nominations de l'abbé Frayssinous et de Bertin en sont les premières étapes. Le doyen Leroux n'a pas semblé assez énergique, les jours de la Faculté de Médecine sont comptés.

La Séance solennelle du 18 novembre 1822

Les étudiants se préparent pour la grande journée où, dépassant le cadre professionnel d'une distribution de prix, ils veulent au-dessus de la tête de leurs maîtres vénérés manifester leurs sympathies et leurs répugnances avec l'ardeur de leur jeunesse. Le préfet de police, qui en est informé, offre au doyen un service d'ordre tant à l'intérieur de la Faculté

qu'à l'extérieur. Est-ce parce qu'il ne voyait pas le danger ou qu'il espérait le conjurer par sa présence, que le doyen Leroux refusa ?

On jouait le soir à l'Opéra-Comique « Soirée orageuse », ironie du hasard, soirée infiniment plus calme que celle qui commençait à la Faculté.

Les étudiants devaient être munis de cartes, ils arrivaient nombreux en avance : les places furent occupées de très bonne heure. L'enquête de police et « La Lettre Médicale sur Paris », de Saint-Germain, s'accordent à dire que « les places avaient été envahies par plusieurs individus à physionomie inaccoutumée et que je pourrai appeler de mauvais augure. » C'est ainsi que l'on décrit les révolutionnaires de tous les temps et de tous les pays, probablement à travers le miroir de leur prestige. Les augures d'un tumulte, qui en sont en même temps les acteurs, ne peuvent être que de mauvais augures. Plusieurs élèves et un grand nombre de médecins ne purent entrer à cause de la foule. Avant l'entrée des officiels, dans le bruit assourdissant d'une foule exaltée, un élève se lève, demande la parole, obtient le silence le plus complet et prononce plusieurs phrases : « Messieurs, pas de calotins parmi nous, ils sont les ennemis des sciences et de la philosophie ! Guerre aux immobiles ! » et s'asseyait sans qu'on ait pu l'identifier. Un élève royaliste met un morceau de papier blanc sur son chapeau, mais il est hous-

pillé si rudement, aux cris d'« A bas la cocarde blanche ! », qu'il feint, tout honteux, de chercher quelque chose sur le plancher.

A l'arrivée des officiels, l'abbé Nicolle, recteur de l'Université de Paris, au lieu et place de l'abbé Frayssinous, les cinq membres du Conseil académique, dix professeurs de la Faculté, dont le doyen. Fouquier, Marjolin, Roux, Royer-Collard, qui prennent place dans l'hémicycle, se font entendre quelques sifflets auxquels répondent des applaudissements. Des voix de toutes parts s'élèvent pour indiquer que ces applaudissements sont à l'adresse des professeurs. Aussi, quand l'abbé Nicolle, un brave et respectable prélat, veut placer sa courte allocution, elle est hachée d'interruptions frénétiques ; il se lève alors qu'on clame : « A bas les prêtres ! A bas les calotins ! », il commence : « Honoré de se trouver au milieu de l'Ecole de Médecine, la plus célèbre d'Europe » (Bah ! bah !), « ami le plus sincère de la jeunesse » (Non, non, ce n'est pas vrai !...) Il s'assoit et Desgenettes se lève pour prononcer le discours d'usage ; il dit : « C'est sous la protection spéciale du chef de l'instruction publique... », on rit, on crie, mais comme il parle d'un lieu bas et éloigné, on réclame peut-être qu'il parle plus fort, des apostrophes s'élèvent à l'adresse du respectable abbé Nicolle ; quelqu'un crie : « A la porte les agents provocateurs ! » ; mais Desgenettes

qui se sait aimé élève la voix de telle manière qu'on l'entend distinctement, et un calme relatif s'établit ; il dit, entre autres choses, dans son éloge de Hallé :

« L'activité des esprits à cette époque (la Révolution) était tournée vers les objets souvent les plus indifférents, qui devenaient tout à coup importants, s'ils pouvaient offrir l'occasion de se ranger sous telle ou telle bannière. Un très petit nombre d'années après, car il est des siècles où les hommes semblent nés pour la désunion, cette même activité des esprits se porta tout entière sur les questions les plus importantes et les plus profondes de la politique, nous entendons dire par là l'organisation sociale. Ces questions agitées théoriquement subirent, avec plus ou moins de frottements et de contradictions, les essais d'application, jusqu'au moment fatal où plusieurs millions d'hommes furent entraînés par la nécessité à ne plus reconnaître pour arbitres de leurs droits que la violence et la victoire. »

Après avoir parlé des travaux de Hallé sur les effets de la racine de dentelaire dans le traitement de la gale, de son « rapport mémorable sur l'état actuel de la rivière de Bièvre », il parla des goûts monarchiques de M. Hallé. « La transition un peu brusque de la République aux formes et aux étiquettes du gouvernement monarchique put sourire un instant à l'imagination de M. Hallé, mais il trouva à la Cour une volonté trop absolue et, dans

les sous-ordres, des habitudes et une subordination trop militaires, pour ne pas-contraster avec son indépendance, son urbanité et ses mœurs paisibles », mais maintenant « la jeunesse s'élance dans l'avenir et l'âge qu'atteignait M. Hallé se reploie sur le passé. Le roi, les princes de sa famille et ses institutions se confondaient avec la Patrie dans les affections de M. Hallé », puis, en conclusion : « Nos regrets, comme à d'autres assises de Memphis, éloquemment exposés sur sa tombe, se réveilleront douloureusement aux époques accoutumées où il montait dans la chaire, aujourd'hui en deuil et veuve de ses talents et de ses lumières ». Desgenettes, évoquant la piété de M. Hallé, dit « comme il se croyait sans mission pour amener les autres à ses opinions, il se borna à prêcher d'exemple » : les assistants crurent voir une allusion à l'intransigeance cléricale du Grand Maître de l'Université, approuvèrent en un vacarme assourdissant, alors que Desgenettes, étonné de l'effet de ses paroles, s'écria :

« Nous croirions manquer à la mémoire de M. Hallé, nous croirions la trahir (interruptions prolongées), vous auriez le droit de me traiter comme un lâche (profond silence) si j'appréhendais de dire hautement ici que M. Hallé eut ses sentiments de religion aussi sincères que profonds. Comme Pascal, il s'anéantissait devant la grandeur de Dieu : une teinte de l'âme de Fénelon émoussait le rigorisme

et, comme il se croyait sans mission pour amener les autres à ses opinions, il se borna à prêcher d'exemple ».

Et, comme Nicolle se retirait, les cris, les sifflets, les huées redoublèrent. Il gagna la cour alors que les cris d'« A bas Nicolle ! » rythmaient ses pas ; les grilles étaient fermées et la voiture du recteur, entourée d'une foule furieuse et hurlante, dut faire deux fois le tour de la cour.

L'Ordonnance royale du 21 novembre

Les professeurs se réunirent à la hâte, décidèrent une enquête immédiate, constatèrent que dans la boîte où furent jetées les cartes d'entrée, il s'en trouvait une trentaine non signées, donc fausses, et désignèrent une députation de quatre membres, dont le doyen, pour témoigner de leur chagrin, obtenir d'être entendus avant que ne soit prise une détermination.

Le soir même, l'abbé Nicolle fit un rapport au Grand Maître de l'Université : le Conseil royal chargea le Conseil académique de faire une enquête pour savoir s'il y a eu allocution avant l'arrivée du recteur, qui l'a prononcée, qui a distribué des cartes non signées, qui a insulté le conseiller recteur ? Professeurs et employés seront tenus, sous

leur responsabilité, de faire la déclaration de tout ce qui est venu à leur connaissance. L'enquête de police, conduite parallèlement, aboutit à un rapport touffu, incertain, contradictoire, qui ne contenait aucune affirmation.

Le lendemain, le « Moniteur universel » publia une note officieuse, note plutôt accommodante, qui fut démentie le 20 ; le gouvernement sembla hésiter quelque temps, ne sachant si l'heure était d'épurer, puis brusquement, avant que l'enquête commencée ne soit close, parut l'ordonnance royale du 21 novembre :

Louis, etc...

A tous ceux que ces présentes verront, salut ;

Considérant que des désordres scandaleux ont éclaté dans la séance solennelle de la Faculté de Médecine de Paris, du 18 de ce mois, et que ce n'est pas la première fois que les étudiants de cette école ont été entraînés à des mouvements qui peuvent devenir dangereux pour l'ordre public ;

Considérant que le devoir le plus impérieux des professeurs est de maintenir la discipline, sans laquelle l'enseignement ne peut produire aucun fruit, et que ces récidives indiquent dans l'organisation un vice intérieur auquel il est pressant de porter remède ; sur rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'Intérieur, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — La Faculté de Médecine de Paris est supprimée.

ART. 2. — Notre ministre de l'Intérieur nous présentera un plan de réorganisation de la Faculté de Médecine de Paris.

ART. 3. — Le montant de l'inscription du premier tri-

mestre sera rendu aux étudiants et le Grand Maître pourra autoriser ceux d'entre eux, sur lesquels il aura recueilli des renseignements favorables, à reprendre cette inscription soit dans les Facultés de Strasbourg et Montpellier, soit dans des Ecoles secondaires de médecine.

ART. 4. — Notre ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, donnée en notre château des Tuileries, le 21 novembre de l'an de grâce 1822 et de notre règne le vingt-huitième.

Signé : LOUIS.

Pour le roi : CORBIÈRE.

Coup de foudre, si l'on songe qu'après la démarche de Récamier et d'Alibert, le professeur Beclard s'était cru autorisé de dire le 19 à ses élèves que « le Conseil royal de l'Instruction était indigné, mais que l'abbé Nicolle se montrait adversaire des mesures de rigueur »; que le 24, les listes de protestation contre les incidents et de fidélité au roi, qui se dressèrent chez Dupuytren et Roux, groupèrent douze cents noms, coup de foudre auquel ne fut pas étranger l'entourage de Corbière. La séance du 25 novembre qui, au sujet de la vaccine, devait se tenir dans la bibliothèque de la Faculté, fut supprimée. Le 27 novembre, le recteur de l'Université Nicolle et M. Rousselle, inspecteur général de l'Université, réunirent les professeurs Leroux, Désormeaux, Moreau, le bibliothécaire Thillaye, Richerand, Pelletan fils, pour leur lire l'ordonnance de dissolution.

Le 28 novembre, Pelletan fils, médecin du roi, fut chargé d'administrer le matériel de la ci-devant

Faculté de Médecine. On afficha à la porte du bureau de la Faculté un modèle de demandes que doivent adresser à Son Excellence le Grand Maître de l'Université les étudiants qui veulent continuer leurs études dans une Faculté de province, et l'affaire se liquida dans un calme parfait, maîtres et élèves espérant une mesure de clémence qui ne vint pas.

Il sembla qu'au sein du Conseil royal des différends s'élevèrent et que ses membres n'approuvèrent pas l'impitoyable sanction du ministre Corbière. Mais l'esprit des étudiants, la faiblesse des maîtres, furent les prétextes à servir les intérêts d'un groupe de médecins : Bertin, camarade d'enfance de Corbière ; Cayol, le directeur de la « Revue Médicale », conseiller de Fraÿssinous ; Fizeau, l'ami de séminaire du ministre Liotard ; Desneux, l'accoucheur de la duchesse de Berry ; Pelletan fils, « homme plusieurs fois malheureux dans une gestion commerciale », médecin du roi ; Bougon, chirurgien, dont l'unique mérite fut de boire fanatiquement le sang qui s'écoulait de la blessure mortelle du duc de Berry ; Clarion, Guilbert, Landré-Beauvais et Laennec, qui dut à la faveur ce qui était dû à sa science et qui, revenu à Paris à la suite des événements de la Faculté, s'efforça auprès du gouvernement de défendre l'Ecole.

Dans l'intervalle, l'influence de Laennec avait été prépondérante ; quand l'Ecole rouvrit ses portes,

en mars 1823, sous le doyenat de Landré-Beauvais, réorganisée en application du programme de réforme de son Conseil de professeurs, c'est-à-dire avec une plus large place à la clinique et le concours pour la nomination des agrégés : Leroux, Desgenettes, Vauquelin, Pelletan père, Moreau, Chaussier, Antoine Dubois ; la fermeté de son indépendance inspirait quelque ombrage : Pinel, de Jussieu, Deyeux, Lallement étaient frappés.

En 1830, le souvenir des événements de 1822-1823 ne s'était pas éteint, les professeurs qui durent à la faveur leur chaire furent chassés : cette humiliation fut épargnée à Laennec par la mort.

En résumé, le coup de tête des étudiants avait permis le coup de force du ministre, mais — en cette circonstance — le gouvernement, dont toute la thérapeutique consistait en l'épuration, était comme un médecin qui, pour se donner l'illusion de guérir un malade incurable, se garderait de l'aller voir et se contenterait avec orgueil d'examiner un voisin indemne et de constater qu'il n'a plus ce mal qu'il n'avait jamais eu.

Les troubles de la Faculté étaient l'indice d'un malaise général, plus que national, européen ; le roi avait méconnu le sagesse du doyen, qui se refusait à convertir ses collègues en gendarmes et son Ecole en maison de correction. Il tissait — pour lui et les siens — un avenir lourd de menaces.

III

La Presse

Il eût été intéressant de savoir quels furent les réflexes de défense du monde médical en présence de l'ordonnance royale du 21 mars.

On instruisait alors le procès de la FOUDRE et du DIABLE ROSE, journaux satiriques, qui s'étaient permis des allusions politiques. La presse était ainsi réglementée, qu'un journal ne pouvait parler que de ce pour quoi il était fondé; par exemple, la presse médicale ne pouvait parler que de questions techniques; aussi n'avons-nous rien trouvé dans la GAZETTE DE SANTÉ, le BULLETIN DES SCIENCES MÉDICALES, le NOUVEAU JOURNAL, de Béclard, Chomel, Cloquet, la REVUE MÉDICALE, de Cayol, le JOURNAL UNIVERSEL DES SCIENCES MÉDICALES, les TRANSACTIONS MÉDICALES, les ANNALES DE MÉDECINE PHYSIOLOGIQUE, de Broussais, etc.

Mais les événements de la Faculté offrirent aux deux groupes de journaux d'opinion, les gouvernementaux et les libéraux, un admirable champ de

bataille où ils manœuvrèrent deux mois durant ; la révolution d'Espagne, les pétards qu'on fit éclater à la sortie de l'église de Saint-Nicolas-des-Champs et l'escorte tapageuse d'anti-cléricaux qui reconduisit les missionnaires jusqu'au pont Saint-Michel, les élections même où chacun trouvait l'apparente raison de se réjouir, passèrent au second plan.

Le mardi 19 novembre, paraît au MONITEUR UNIVERSEL une note que l'on a tout lieu de croire inspirée, étant donné le caractère officiel de cette feuille :

« La Faculté de Médecine a tenu aujourd'hui sa séance publique de rentrée..... Cependant des malveillants, que l'on a tout lieu de croire étrangers à la Faculté, ont donné, pendant la séance et surtout à la sortie, quelques marques d'improbation qui ont été réprimées par la grande majorité des assistants. »

Tout va-t-il s'arranger ? La GAZETTE DE FRANCE du 19, soulignant une manifestation royaliste à Bourbon-Vendée, conclut : « Cette fois l'opinion publique n'est plus douteuse. Les valets de Bonaparte se sont transformés en des anges de la paix, les chantres de la gloire et de la victoire ont échangé la trompette héroïque contre le caloubet pastoral. »

Le COURRIER FRANÇAIS, organe libéral, constate qu'il y eut à la Faculté « de bruyantes marques d'improbation à la sortie de la séance » et qu'on a eu recours à la force armée pour dissiper la foule.

Mais le 20, tout change, l'incident ne s'apaise pas, mais s'amplifie : on n'ignore plus le danger. Le COURRIER FRANÇAIS et le CONSTITUTIONNEL et, à leur remorque, les quatre autres journaux libéraux, soutiennent l'Ecole, s'élèvent contre sa dissolution ; la QUOTIDIENNE et la GAZETTE DE FRANCE, plus faiblement les DÉBATS, applaudissent aux mesures de rigueur gouvernementale.

La QUOTIDIENNE, organe des absolutistes, insère, non sans fiel, le 20 : « Quelques journaux parlent ce matin, assez légèrement, des troubles qui ont eu lieu à la distribution de prix de l'Ecole de Médecine. Ils se contentent de faire entendre que M. le recteur de l'A. de Paris n'a point été respecté par MM. les étudiants, non plus qu'un professeur distingué, chargé de faire le discours d'usage. Le MONITEUR même ajoute que les perturbateurs étaient étrangers à l'Ecole : c'est la consolation obligée, mais il serait curieux que les perturbateurs protestassent contre cette assertion mensongère. Pour nous qui n'avons voulu rien publier sans avoir des documents positifs, nous devons affirmer que les troubles ont été plus graves que le MONITEUR ne le dit. M. le recteur n'a pas même pu adresser la parole à cette jeunesse qu'il allait encourager par ses efforts et, peut-être, par ses éloges. Le scandale a été surtout porté au comble lorsque M. l'abbé Nicolle est sorti pour monter en voiture. Des cris injurieux ont été

proférés contre lui au mépris de son double caractère de prêtre et de fonctionnaire public. Enfin, toute cette affaire a été assez grave pour qu'elle soit devenue, dit-on, l'objet d'une enquête publique et pour que quelques professeurs de la Faculté craignent qu'elle n'ait des suites fâcheuses pour l'école », alors que le COURRIER FRANÇAIS annonce les paroles rassurantes de M. Béclard, professeur d'anatomie, à son cours.

Aussi le MONITEUR, tancé vertement par la QUOTIDIENNE, se rétracte le 21 ; il dit que « les clameurs les plus outrageantes se faisaient entendre », qu'« Il est possible que le plus grand nombre des élèves y aient été étrangers ; mais il est certain que beaucoup y ont pris part. Des renseignements aussi inexacts n'ont pu nous être fournis que par ceux qui avaient intérêt à dissimuler, par un article étudié, les désordres qui ont eu lieu, et il est essentiel que le public soit détrompé. » Il est évident que les partisans de l'épuration l'emportent et que le sort de la Faculté est décidé alors que le CONSTITUTIONNEL, rapportant le premier article du MONITEUR et sa réfutation par la QUOTIDIENNE, écrit : « On sent bien que la QUOTIDIENNE ne manque jamais d'accuser la jeunesse française, lors même que le JOURNAL OFFICIEL annonce qu'elle est sans reproche », tandis que la GAZETTE DE FRANCE se demande sérieusement par quelles machinations on a pu faire paraître dans le MONITEUR d'aussi graves erreurs.

Le JOURNAL DES DÉBATS déclare que la plus grande partie des étudiants est étrangère aux manifestations, publie la protestation des élèves de Dupuytren à l'Hôtel-Dieu et de ceux de Roux à la Charité, quand paraît, au MONITEUR du 24, l'ordonnance royale du 21. Alors que les DÉBATS constatent tristement que la dissolution était rendue nécessaire par « l'absence d'une direction tout à la fois assez sage et assez forte pour éclairer elle-même une jeunesse ardente mais facile à toutes les bonnes impressions », la QUOTIDIENNE exulte : « Si la jeunesse, poussée par la doctrine de ses corrupteurs, vient à s'exposer elle-même aux rigueurs de l'autorité, qui faut-il accuser de ces rigueurs ? »

Puisque la jeunesse a quelque confiance dans les paroles du CONSTITUTIONNEL et de ceux qui parlent la même langue, « ils n'en étaient que plus obligés à donner des conseils utiles, à lui apprendre à respecter ses chefs » ; la GAZETTE DE FRANCE approuve des mesures « de discipline et d'ordre », demande si le partage est facile entre Hippocrate et d'Holbach ou Benjamin Constant, constate que les professeurs méritent tous les hommages, mais qu'ils ne savent ou qu'ils n'ont pas les moyens d'établir leur autorité. Par ailleurs on déclare que « D'autres désordres moins graves, mais aussi scandaleux, ont agité déjà à diverses reprises cette Faculté : les étudiants coupables ont constamment échappé aux

enquêtes de l'autorité supérieure et il est probable qu'il en sera de même à cette occasion si l'on ne remonte pas à la source du mal. Elle se trouve malheureusement dans la composition de la Faculté dont le personnel, en offrant un grand nombre de talents vraiment remarquables, n'est pas étranger soit à une tendance vers des principes pernicioeux, soit à une indulgence portée à l'excès. Ce vice intérieur que ni l'impulsion donnée par le gouvernement, ni la surveillance du Grand Maître ne sauraient supprimer et qui peut, d'un jour à l'autre, menacer l'ordre public, semble exiger des mesures promptes et fortes. » Mais les grands journaux libéraux, le COURRIER FRANÇAIS et le CONSTITUTIONNEL, ont trouvé là un admirable tremplin politique, la rigueur gouvernementale est une faute et une iniquité, elle lèse bien des gens et elle sert l'ambition personnelle de quelques individus, elle mérite une publicité profitable à la cause libérale ; aussi, alors que le MONITEUR se tait et que la presse royaliste se montre surprise et maladroite dans la défense d'une mauvaise cause, les affaires de la Faculté de Médecine prennent la place de choix, l'éditorial.

L'éditorial du COURRIER FRANÇAIS du 24 novembre est d'une adresse infinie. Il étudie l'attitude gouvernementale, le MONITEUR omet de faire des réflexions aggravantes ; mais, comme la QUOTIDIENNE estime qu'il n'a pas tiré parti suffisamment de ce

petit événement, il se rétracte précipitamment. D'autre part, on décide une « enquête qui n'a pour but que de constater les faits et les individus qui y ont pris part ». On pouvait donc croire que tout se bornerait à des peines de discipline, mais on prend la grave mesure de supprimer l'Ecole, « mesure pour laquelle il n'y avait pas besoin d'enquête », mesure si incroyable qu'on « peut à peine se persuader de sa réalité » ; elle frappe la totalité des étudiants quand les feuilles royalistes déclarent que les désordres sont le fait d'une minorité, elle frappe « une multitude de familles, un quartier de la capitale, la France dans une des plus belles parties de sa gloire ; car, à une belle période de progrès scientifique, la Faculté de Paris était devenue le centre du monde savant ; on y professait l'art le plus utile à l'humanité. » La mesure gouvernementale ne peut être qu'une suspension. car « il n'est question ni d'un complot, ni d'une sédition, ni d'une attaque à main armée, ni d'aucun de ces actes qui semblent motiver des mesures promptes et sévères ». Le COURRIER FRANÇAIS termine en disant que « la jeunesse n'a été que trop calomniée, qu'elle a droit à la sollicitude du gouvernement et à un enseignement tel que le comporte l'état actuel des sciences ».

Le CONSTITUTIONNEL, avec moins de force persuasive, reprend le 25 une partie de la thèse du COURRIER, s'appuyant sur un article des DÉBATS qui

tend à prouver que les étudiants sont hostiles à la poignée de perturbateurs dont ils supportent la faute ; s'étonne qu'une « justice distributive » punisse une immense majorité pour la faute de quelques-uns ; défend l'intérêt des familles : déclare que la nouvelle d'un transfert en province de la Faculté de Médecine de Paris est absurde, car peut-on transporter aussi les grands établissements publics, les bibliothèques, les hôpitaux, les amphithéâtres, les collections ; énumère tous les honnêtes commerçants qui vivent de l'étudiant : marchands, libraires, restaurateurs, propriétaires : flétrit le vaste système d'épuration qui use d'un prétexte pour « éloigner de l'enseignement quelques professeurs d'une habileté incontestable, chers aux élèves, estimés dans toute l'Europe et qui seront l'honneur éternel de notre Ecole ; ironise sur la distraction ministérielle qui fait précéder l'enquête par la punition ».

La thèse des journaux libéraux est bonne, elle offre matière à d'excellents développements, sait flatter l'orgueil et le bon sens du bourgeois français de 1822 ; elle porte juste, alors que les journaux ministériels s'emporent, que la GAZETTE DE FRANCE déclare que c'est par des éloges démesurés que le libéralisme a amené à lui la jeunesse instruite, que le sort des marchands de la rive gauche n'est pas à plaindre, que « ceux qui, dans le chœur de tête, s'étaient enroués à crier sur les boulevards et dans

la rue Saint-Antoine : « Vive la Charte ! » et qui s'étaient essoufflés à suivre le pas du cheval qui traînait l'honorable M. Ch., ou qui s'étaient engourdi les bras à lancer des cailloux au passage des Petits Pères ont dû, ce faisant, frustrer les estaminets et les cafés de la rue Saint-Jacques, et que la QUOTIDIENNE formule des menaces confuses.

Le COURRIER, dans son éditorial du 26 novembre, expose avec fermeté les conclusions de son éditorial du 24 ; comme il sait l'intention de réforme des « épurateurs », il feint d'ignorer les ballons d'essais qu'ils jettent dans la presse et soutient que « c'est avec l'organisation actuelle que la Faculté a formé tant de sujets célèbres et qu'elle est devenue, pour toute l'Europe, l'oracle de la science », qu'il ne faut pas obéir aux suggestions de la QUOTIDIENNE ; « faire un choix d'hommes, c'est-à-dire accorder à l'opinion politique des fonctions qui, jusqu'à présent, ont été le prix du mérite », et le rédacteur du COURRIER, en un langage ferme, soutient l'organisation supprimée et son corps professoral en entier.

Le PILOTE et toute la presse libérale semblent, après avoir défendu la Faculté et ses ressortissants avec mesure, avec adresse, avec une pointe de sentiment pas mal habile, espérer une victoire — à la faveur de l'opinion — victoire pacifique dont ils auront le bénéfice ; ils ont cherché à persuader même les ministres et le roi, avec des arguments parfois

faciles, mais comme il semble que doive s'accomplir sans faiblesse la politique de l'épuration, celle de Corbière, de Frayssinous, celle de la QUOTIDIENNE qui, à ce moment, par sa position prise avec passion, semble le porte-voix des ministériels.

Le COURRIER du 27 et le CONSTITUTIONNEL du 28, dans leur éditorial, démontrent l'illégalité de l'ordonnance du roi : « La postulation des grades dans les Facultés est un droit, donc personne ne peut en être privé que par une disposition expresse de la loi. Il n'y a rien dans les statuts de l'ancienne Faculté qui autorise le gouvernement à refuser aux étudiants l'enseignement dont ils ont besoin » ; telle est l'opinion d'un juriste. Il y a la loi de l'an X : on ne peut supprimer l'Ecole de Médecine et les professeurs sont inamovibles. Suivent des colonnes entières de textes (lois, ordonnances ou décrets). Les deux journaux rivalisent de minuties juridiques, arrivent aux mêmes conclusions, s'étonnent qu'un régime constitutionnel se soit laissé aller à de tels procédés, à une illégalité aussi flagrante.

La QUOTIDIENNE et la GAZETTE DE FRANCE doivent répondre à cette accusation nette ; l'éditorial de la GAZETTE DE FRANCE se croit même obligé de dire que l'ordonnance royale est une mesure provisoire, qu'elle n'est pas une suppression, mais une suspension ; elle accuse les libéraux de trouver des aliments pour « la défense du scalpel et du bistouri ». La

QUOTIDIENNE approuve la mesure ministérielle à cause de sa nécessité et de la sagesse du roi, soutient que le roi a droit de supprimer une Faculté.

Le 30 novembre, le COURRIER FRANÇAIS triomphe, réfute, en citant l'article premier de l'ordonnance, la distinction de la GAZETTE et prouve, à l'aide de nouveaux textes, que contrairement à ce que prétend la QUOTIDIENNE, le gouvernement n'a pas le droit de supprimer et que même ce lui est formellement interdit.

Et c'est dans un mouvement d'humeur que la GAZETTE DE FRANCE dans son éditorial, s'écrit qu' « Il n'y a pas à balancer entre l'ordre public et la science médicale. »

Le samedi 30 novembre, il paraît au MONITEUR UNIVERSEL que « l'Académie royale de Médecine a nommé M. le Dr Desgenettes son président.

Le 28 novembre, il avait été annoncé, dans le MONITEUR, que M. Pelletan fils, médecin ordinaire du roi, était nommé administrateur du matériel de la ci-devant Faculté de Médecine de Paris.

L'ETOILE du 28 novembre 1822 annonça que M. l'abbé Nicolle, conseiller au Conseil royal de l'Instruction publique, avait donné sa démission.

Mais la feuille de la rue des Prêtres, le JOURNAL DES DÉBATS, le démentit le lendemain, ainsi que la GAZETTE DE FRANCE. La QUOTIDIENNE, à son tour, se porte en faux contre l'annonce de l'ETOILE, mais

la feuille ultramontaine s'étonne avec aigreur que l'abbé Nicolle ne se soit pas donné la peine de démentir lui-même l'ETOILE : il semble qu'au sein du Conseil royal, de graves divergences se soient formées et que l'abbé Nicolle, d'une nature débonnaire, se soit montré défavorable à la rigueur de ses collègues.

Le 7 décembre, l'ETOILE annonça que M. Sylvestre de Sacy, membre du Conseil royal, avait donné sa démission. Le COURRIER FRANÇAIS se demandait si ces annonces n'étaient pas « des invitations indirectes faites aux titulaires par des aspirants impatients dont le zèle, pour la religion et les saines doctrines, n'a pas encore obtenu des appointements suffisants ».

Le CONSTITUTIONNEL publia, le 5 décembre 1822, une « Etude sur les libertés universitaires de l'Ancien Régime » ; il cherchait dans le passé une excuse à l'acte des « partisans du régime absolu, des hommes qui regrettent sans cesse le règne du bon plaisir », mais constatait que « sous nos rois les plus absolus, l'enseignement a joui de toute l'indépendance qui lui est nécessaire ». Les Ecoles furent fermées sous la régence de Blanche de Castille, mais par le départ des maîtres qui, pour professer tranquillement, allèrent dans d'autres villes », etc.

Le bruit s'apaisa : le 13 décembre, le CONSTITU-

TIONNEL annonça la réouverture pour janvier de l'Ecole ; professeurs et élèves attendaient ; des maîtres qui se savaient suspects au pouvoir espéraient retrouver tout de même leur chaire. A cette époque, Orfila — au dire de Triaire — joua un rôle habile, mais sans noblesse, pour occuper la place de son maître qui l'aimait.

1823 devait voir la réorganisation de la nouvelle Faculté et la publication de quelques plaintes de gens frustrés, entre autres, les « Réflexions d'un anonyme sur la dissolution de la Faculté de Médecine en 1822 », qui soutenaient que la seule tâche des professeurs de médecine est d'instruire les élèves et déploraient la disgrâce qui frappait iniquement d'illustres maîtres, et la « Lettre médicale sur Paris » de Saint-Germain, qui, exposant longuement les faits, jugeait que la suppression de l'Ecole était une mesure d'une sévérité inouïe et que, dans l'intérêt de la science, on rouvrirait l'Ecole dans ses anciens locaux avec son matériel.

Contribution à l'étude de la Faculté de Médecine de Paris

LES

ÉVÉNEMENTS DU 18 NOVEMBRE 1822

CONCLUSIONS

L'évolution scientifique de la médecine, la constitution en quelque sorte d'une méthode qui lui soit propre, l'organisation de la clinique, l'ère anatomopathologique des recherches concrètes et positives, avaient présidé — en l'esprit des organisateurs — à la formation de l'enseignement médical sous la Révolution et sous l'Empire comme ils devaient régner à la réorganisation de cet enseignement sous la Restauration.

Toutes les attaques qui avaient pour but un retour à une forme archaïque, quand l'œuvre de nos maîtres de cette époque était faite avec tant de clairvoyance qu'elle subsiste encore en ses grandes lignes avec les modifications qu'y peut imprimer

l'évolution considérable des sciences médicales, toutes ces attaques étaient vaines ; l'affaire du père Elysée, les libelles de Marquais, les vexations gouvernementales n'étaient que des procédés d'intimidation à l'égard de professeurs pas assez attachés au régime.

D'ailleurs, l'œuvre révolutionnaire et impériale était continuée et amplifiée sous les Bourbons par la fondation de l'Académie de Médecine, la création de chaires nouvelles de clinique et la part moins grande laissée aux sciences naturelles dans l'enseignement de la médecine lors de la réouverture de la Faculté, en 1823.

Donc les événements du 18 novembre 1822 sont des incidents politiques, ils sont le symptôme d'un malaise général qui ne règne pas que dans les Facultés de Médecine, ils sont une faible manifestation de cette onde libérale qui, périodiquement, déferlait sur l'Europe. Car il est curieux qu'à cette époque l'Europe sembla tout entière animée d'une même vie, sous ces crises de mystique révolutionnaire qui apparaissaient en même temps en des points très distants des uns des autres.

Si des professeurs furent frappés, c'est qu'ils semblaient au pouvoir complices par leur neutralité du « mauvais esprit » des étudiants.

Toutefois, ces événements de 1822 servirent des rancunes personnelles, des haines, des ambitions,

d'autant plus faciles à celer qu'on accorda d'emblée à l'ordonnance royale de suppression un sens plus général.

Vu : *Le Président de la Thèse,*

P. MÉNÉTRIER.

Vu : *Le Doyen,*

ROGER.

Vu : *Le Recteur de l'Académie de Paris,*

APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

Doctrine médicale de l'Ecole de Montpellier. M. F. Bérard, 1819.
Examen des Doctrines médicales généralement adoptées. Broussais, 1821.

Opposition aux erreurs sur les Sciences médicales. F. M. Leroux, 1817.

Quelques mots de réponse à un ouvrage de Broussais. J. F. Caffin, 1817.

Histoire de quelques Doctrines médicales comparées à celles de Broussais. Michel Fodera, 1821.

Broussais réfuté par lui-même. D^r A***, mai 1822.

Examen des Observations du D^r Broussais. Michel Fodera, 1822.

Défense de la Médecine française contre Broussais. S. P. Authenac.

Dangers et absurdité de la Doctrine physiologique. E. A. Lesage, 1823.

Exposition des principes de la nouvelle Doctrine de Broussais. Goupil.

Exposition des principes de la nouvelle Doctrine de Broussais. L. Castel.

Lettre de L.-J. Bégin à F.-J. Broussais, 1824.

Catéchisme de la Médecine physiologique par Broussais, 1823.

Paris et Montpellier. John Cross, 1820.

Recueil des Délibérations et Décisions de la Commission de l'Instruction Publique à la Convention. (Bibliothèque Nationale).

Observations présentées au roi sur la Faculté de Médecine, 1815, Paris.

- Mémoire en réponse à un écrit anonyme intitulé : « Observations sur... ».* Paris, 1815.
- Conduite des Professeurs de la Faculté de Médecine.* Th. D***, docteur en médecine, 1816.
- A Son Excellence le Ministre de l'Intérieur.* Marquais, 1815.
- Réfutation des calomnies publiées par un anonyme sous ce titre : « Observations... ».* Paris, 1816.
- Séance publique de la Fac. de Médecine de Paris, le 4 nov. 1815 (Discours de Hallé).
- Réponse au discours de M. le professeur Hallé et aux mémoires publiés par la Faculté de Médecine de Paris.* J.-Th. Marquais, 1816.
- Dialogue.* Paris, 1816.
- Séances publiques de Fac. de Méd. de Paris, le 25 nov. 1816, le 16 nov. 1819, le 7 nov. 1920.
- Discours prononcé par M. Dupuytren, président, le nov. 1821.
- Lettre médicale sur Paris* De Saint-Germain, 1822.
- Réflexions sur la dissolution de la Faculté de Médecine de Paris,* 1823.
- Sur l'envahissement de la Fac. de Médecine de Paris par les Jésuites,* 1830.
- Recherches historiques sur la Faculté de Médecine de Paris depuis son origine jusqu'à nos jours.* J.-C. Sabatier d'Orléans, Paris, 1835.
- Réflexions sur l'établissement d'une Société royale de Médecine et de Chirurgie.* Paris, 1815.
- Observations sommaires sur cet écrit par un homme de bien.* 1816.
- Ordonnances du Roi, arrêtés et réglemens pour l'Académie royale de Médecine.* 20 déc. 1820, 3 juillet 1822.
- Eloges lus aux séances publiques de l'A. de Médecine.* M. Pariset, 1826.
- Histoire des Membres de l'Académie royale.* E. Pariset, 1845.
id. reprise par E. F. Dubois, 1850.
- Discours prononcés aux obsèques de M. Beclard, par M. Pariset, 1825, par M. Roux, etc., etc.
- Dictionnaire historique de la Médecine ancienne et moderne.* Dezeimeris, Ollivier et Raige-Delorme, 1828-1839.

- Biographie Médicale.* 1820-1825.
- Biographie des Médecins français vivants et des Professeurs des écoles,* par un de leurs confrères, 1826.
- Rapport au Roi sur l'Etat actuel de la Médecine en France.* J.-Th. Marquais, 1815.
- Règlement relatif à l'exercice de la Médecine proposé au Roi.* 1815.
- Mémoire présenté à MM. les Membres de la députation de l'Hérault à la Ch. des députés en 1816 et 1817.*
- Lettre à M. le baron de Gerando, conseiller d'Etat, sur l'organisation future des Ecoles de Médecine et l'exercice de l'art de guérir en France.* Prud'homme, 1817.
- Nouveau Projet de réorganisation de la Médecine, Chirurgie et Pharmacie en France.* Fournier de Pescay, 1817.
- Adresse au Roi et aux deux Chambres sur la Nécessité de réorganiser les Ecoles de Médecine et de Chirurgie en France conformément aux règlements et statuts de l'ancienne Faculté.* Marquais, 1817.
- Observations des médecins de l'Hôtel-Dieu,* 1818.
- De l'enseignement clinique dans les Ecoles de Paris.* M. G. T. M. Dr, 1818.
- Protestation de l'un des Prof. de la Faculté contre un arrêté de la Commission de l'Instruction publique.* in-8°, Duméril, 1819.
- Observations et réflexions sur la loi du 19 ventose an IX,* par Deserin, 1820.
- Projet de réforme.* M. P. Lepelletier, 1820.
- Examen impartial de l'opinion de M. Portal.* J. B. A. G. Forestier, 1820.
- Observations sur une académie des Sciences médicales.* Pelletan, 1821.
- Demande à MM. les Prof. du rétablissement d'une chaire d'Hippocrate,* par le Dr Le Mercy, et quatre brochures du même dans le même sens.
- Sur une nouvelle Organisation de l'Enseignement de la Médecine.* Phil. Dubois, 1823.

Démonstration rigoureuse du peu d'utilité de l'Ecole de Médecine, du grand avantage que l'on a retiré et que l'on retirera toujours du rétabliss. du collège de Chirurgie. J.-Ch.-F. Caron, Paris, 1818.

Autre brochure du même.

Biographie universelle et portative des contemporains.

Différents Manuels : ceux de Chaussier, Richerand, Double, Martinet, Pinel, Boyer, etc.

Laennec. *Traité de l'auscultation médicale.* 1819.

Andral. *Clinique médicale.* 1823.

Thèses de 1822.

*
**

Gazette de Santé. Archives générales de médecine, T. XVII.

Bulletin des Sciences médicales.

Nouveau Journal de Beclard, Chomel, Clôquet.

Revue Médicale.

Journal universel des Sciences Médicales.

Transactions Médicales.

Annales de Médecine physiologique.

*
**

Moniteur Universel.

Journal des Débats.

Gazette de France.

Journal des Savants.

Constitutionnel.

Quotidienne.

Pilote.

Courrier Français.

Journal de Paris.

Etoile.

Drapeau blanc.

Etc...

*
**

Archives Nationales.

Archives du Ministère de l'Intérieur.

- Archives de la Préfecture de Police. Enquête de police ;
Rapport de l'abbé Nicolle au Grand Maître de l'Université ;
Rapport du Ministère de l'Intérieur au Roi.
Collection des documents pour servir à l'histoire des Hôpitaux
de Paris.
Rapports de Beclard et Axenfeld, Denonvillers, Nélaton,
Velpeau, Guyon, Labbé.
Thèse de Saintignon sur Laennec.
Ouvrages de Barbillon, Lachaise, Littré, Rochard, L. Peisse,
Mignet, Bouchut, Daremberg.
Lecadre, Broussais et Laennec.
Chauffard, Andral.
Triaire. *Récamier et ses contemporains.*
Bretonneau et ses correspondants.
Corlieu. *Centenaire de la Faculté de Médecine de Paris.*
A. Prevost. *Fac. de Médecine de 1794 à 1900.*
Cosmos 1908.
Traité de Bouillet, Guardia, Dignat.
Kuhnholz. *Cours d'histoire de la médecine.*
Lejumeau de Kergaradec. *Notice sur Pfr Laennec*, août 1826.
Bayle. *Notice historique sur Laennec. R. Médicale*, 1826.
Boulland. *Notice historique sur Laennec. Journal des progrès des*
sc. méd. 1827.
Felter. *Biographie universelle.*
Montègre. *Notice sur Broussais*, 1839.
Gouraud. *Essai critique sur Broussais.*
J. B. Soudre, Thèse. *Etude sur travaux de Laennec.*
Biographie universelle. Michaud.
Lepelletier de la Sarthe. *Hist. de la Révol. médicale du XIX^e s.*
1854.
Saucerotte. *Dr Pinel et son époque.*
Denis de Thezan. *Etude sur Dr Laennec.*
Chauffard. *Conférence historique sur Laennec. Fac. de Médecine*,
1865.
-

